

AU SOIR D'ALGÉRIE :

a besoin d'un pilotage»

Même si le secteur vous était familier eu égard à vos travaux de recherche et enquêtes au Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc), dans quel état l'avez-vous trouvé et vous attendiez-vous à la situation que vous rencontrez ?

J'ai pris mes fonctions la veille des examens, préparés de longue date, par ailleurs. Si je suis révoltée par la limitation du seuil (la «attaba»), c'est-à-dire du nombre de cours susceptibles de compter pour le baccalauréat, il n'en demeure pas moins que j'ai été surprise par le niveau de professionnalité atteint dans le processus préparatoire et de mise en œuvre initié par l'Onec (Office national des examens et concours).

La prise de mesure de la complexité et de la diversité des problèmes vécus par l'institution à travers toutes ses composantes et qui sont liées aux questions pédagogiques, de management, de formation, de recrutement a été très rapide. Cette réalité vous incite à plus de pragmatisme, de réalisme et d'humilité sans que cela nous empêche d'être ambitieux et exigeant pour l'avenir.

Certaines critiques nombreuses et récurrentes alimentent depuis des années le débat sur ce secteur, dont la pénétration de son corps d'enseignants comme dans son management, par des tenants d'une école fermée, non ouverte sur la modernité, non performante qui prône par ses programmes et des discours ancestraux en direction des élèves, des comportements rétrogrades et l'absence d'esprit critique. Partagez-vous ces critiques ?

Par ailleurs, la gestion de l'école algérienne a besoin d'un pilotage pour actionner les trois leviers essentiels que sont la refonte pédagogique, la professionnalisation via la formation et la bonne gouvernance. Ces sont là nos priorités.

L'important est d'agir pour corriger et améliorer les choses. Nous avons l'ambition de travailler d'arrache-pied pour mettre l'école algérienne sur l'orbite de la modernité universelle tout en consolidant son ancrage dans les valeurs ancestrales

portées par notre identité commune : l'algérianité. Pour ce faire, il y a un cadre de référence que nous devons respecter : c'est celui de la Constitution et de la loi d'orientation de janvier 2008. Pour ce qui est de la formation de l'enfant, il s'avère urgent de mettre en œuvre cette refonte pédagogique adossée à la recherche pédagogique et scientifique.

La portée stratégique de cette refonte pédagogique consiste à garantir à l'enfant algérien un développement harmonieux de sa personnalité et ce, grâce à la modernisation des programmes et des méthodes d'enseignement.

Le Satef (Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation) vous a adressé récemment un courrier rendu public dans lequel il préconise «une refonte courageuse qui toucherait aux programmes scolaires». Les chantiers que vous devez engager sont certainement colossaux. Pédagogie, programmes, formation, faiblesse dans l'orientation de l'élève, déperdition scolaire, violence à l'égard des enseignants... Aussi, quelles sont vos priorités aujourd'hui ? Quelles sont les grandes lignes du projet d'école que vous allez développer et sur quelles valeurs allez-vous soutenir ce projet ?

Nos priorités seront définies avec précisions à la suite de la rencontre nationale des 20 et 21 juillet. Je vous renvoie aux trois leviers vitaux que sont la refonte pédagogique, la professionnalisation via la formation et la bonne gouvernance.

Par ailleurs, il est grand temps d'installer et de rendre opérationnelles les instances de soutien à la réforme, à savoir le

Conseil national des programmes (en remplacement de l'actuelle Commission nationale des programmes) l'Observatoire national de l'éducation et de la formation et le Conseil national de l'éducation et de la formation.

Le rendement de l'école algérienne est en souffrance de l'absence de ces instances de soutien.

D'autres défis nous attendent. Ils relèvent des principes intangibles de l'égalité des chances, de l'équité et de la justice sociale. Nous citerons :

- l'éradication des disparités intra et interwilayales,
- l'amélioration des taux de scolarisation (qui est actuellement d'environ 98%),
- la suppression progressive de la double vacation,
- le développement du préscolaire, notamment dans les zones périurbaines, et dans les régions montagneuses, les Hauts-Plateaux et du Sud,
- la prise en charge des enfants à besoins spécifiques (autistes et trisomiques).

Toutefois, nous ne devons pas oublier que l'école évolue dans un environnement et un contexte social devenu, malheureusement, difficile avec la banalisation des passe-droits, le dénigrement des besogneux, la dévalorisation de la valeur travail.

Parler des valeurs, c'est aborder la question de l'éthique qui doit régir toutes les actions de notre secteur et animer le comportement de tout un chacun, en classe, dans l'établissement et dans les rouages de la hiérarchie. J'en citerai quelques-unes : la transparence, le dialogue, l'équité, l'effort, l'exemplarité. Les normes éthiques doivent servir de référence et de repères à «l'agir professionnel».

Le secteur privé a pris racine dans le système d'enseignement algérien. Des écoles sont souvent créées, en détournant la loi, par des enseignants prête-noms et gérés ensuite par des personnes qui n'ont rien à voir avec l'enseignement. Quelle est votre approche de cette situation ?

D'abord une précision : les 220 établissements scolaires privés dont l'effectif total est seulement de 52 000 élèves ont été officialisés par des textes réglementaires. Nous citerons le décret 05/432 du 8 février 2005 fixant les conditions de leur création. Nous devons les encourager et les aider. Toutefois, nul n'est censé ignorer la loi. Il appartient donc aux promoteurs de

ces établissements privés de s'y conformer faute de quoi, ils risquent des sanctions qui peuvent aller jusqu'à la fermeture. Ce dossier est à l'étude et un nouveau texte est en voie de finalisation. Il permettra de dépasser les dysfonctionnements constatés jusque-là.

Moins de deux mois nous séparent de la rentrée scolaire 2014-2015. A quelle étape êtes-vous dans sa préparation ? Pensez-vous que les conditions vont être réunies pour une rentrée sans soucis majeurs ?

A travers ses directions centrales et ses directions de wilaya, le ministère a capitalisé une longue expérience en la matière. Mais des impondérables peuvent survenir, tel que le déficit en construction d'infrastructures scolaires qui relève des

collectivités locales ou les relogements massifs de familles dans les centres urbains et qui sont synonymes de places pédagogiques à offrir. C'est effectivement un souci.

Cette rentrée scolaire 2014-2015, le ministère programme des sessions de formation/mise à niveau pour tous les acteurs du système. Ainsi les nouveaux enseignants bénéficieront d'un stage de formation de deux semaines en août et non plus en septembre comme par le passé.

Cette formation, dite de préparation, les habilitera à s'adapter à leur première prise de fonction, le jour de la rentrée des élèves.

En direction des cadres, directeurs de l'éducation et chefs d'établissement, il sera dispensé une formation spécifique dans des ateliers d'identification de problèmes.

Et toujours avant la rentrée, nous organiserons des conférences régionales pour finaliser les derniers détails de cette double rentrée, administrative et pédagogique.

K. B.-A.

LA SOCIÉTÉ CIVILE EN EUROPE NE SE TAIT PAS
FACE AUX MASSACRES DE GHAZA

La fetwa Cazeneuve passe mal

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

A Bruxelles, plusieurs manifestations de soutien à la population ghazaouie ont été organisées. D'autres sont prévues demain et durant toute la semaine prochaine. Aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie et un peu partout en Europe, la solidarité s'organise en faveur des souffrances des Palestiniens de Ghaza.

Plusieurs actions ont été déclenchées spontanément. Les autorités publiques et celles chargées de la sécurité n'ont pas interdit ces élans populaires.

Sauf en France où le ministre de l'Intérieur veut annuler un rassemblement public, légal et pour lequel un préavis a été déposé. Fait rarissime en France, pays traditionnellement peu enclin à prendre des libertés avec l'une... des libertés les plus protégées et les plus pré-

cieuses : celle de manifester, un fondement, si ce n'est le fondement de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, de la révolution française et de tout l'héritage républicain et démocratique de la patrie de Jaurès, Montesquieu, Rousseau, Voltaire, Balzac, Zola, Aragon, Eluard et Picasso. Pourquoi le ministère de l'Intérieur français est-il allé à cette extrémité que, d'ailleurs, la justice risque d'invalidier ? Prétendant des incidents devant deux synagogues, œuvre de provocateurs et d'excités, rapidement, maîtrisés, Cazeneuve a jeté le bébé avec l'eau de bain. Ce qui rend suspect son Oukaze.

On sait, tous, ici et ailleurs, personne n'est dupe, l'influence énorme des lobbies sionistes sur les appareils décisionnels en France, mais en gros, l'équilibre démocratique formel était respecté, jamais manifestation de soutien aux Palestiniens n'a été interdite. Pas même du temps des guerres dites arabo-israéliennes. Jusqu'à Jacques Chirac, Paris était considéré

comme un partenaire juste et crédible dans le traitement de la question palestinienne. Dernier représentant du gaullisme, Chirac tenait à rester dans le sillage de la «politique arabe» de la France. Il est vrai que c'est N. Sarkozy qui lui a succédé. Atlantiste, pro-israélien jusqu'à l'os, piétinant allègrement l'héritage gaulliste et le souci d'indépendance du Général par rapport aux Etats-Unis et à Israël, Sarkozy a fait rentrer dans le rang la France et lui a trouvé un positionnement de force supplétive des USA. On s'attendait, il est vrai, à ce que François Hollande ne continuât pas sur cette ligne pro-israélienne et à ce qu'il revienne vers les fondamentaux de la France d'après la Seconde Guerre mondiale. Il n'en a rien été. Les lobbies pro-israéliens ne sont pas moins actifs au Parti socialiste qu'ailleurs et ils semblent avoir gagné la partie au détriment des droits élémentaires des Palestiniens

La ligne Valls, Cazeneuve, Fabius, a le vent en poupe et les pauvres gens de

Ghaza ne doivent pas s'attendre à des signaux positifs de Paris.

Dommage, pourtant, en France, la société civile, des personnalités qui comptent de droite comme de gauche, des syndicats comme le CGT, le Parti communiste, le Parti et le Front de gauche, des courants au sein du Parti socialiste, une multitude de maires, de conseillers généraux, de députés, de sénateurs et une bonne partie de l'opinion publique refusent de se taire face aux agissements d'Israël à Ghaza. La fetwa Cazeneuve n'y pourra rien. Peut-être même qu'elle mobilisera davantage en faveur des Palestiniens. Ailleurs, en Europe, personne n'a pensé à interdire les élans de sympathie pour une population en danger de mort. Il est vrai que les gouvernements multiplient les déclarations lénifiantes genre : «il faut arrêter le conflit». Alors qu'il s'agit d'une expédition punitive et de massacre de populations civiles.

A. M.